

# Taiwan

## Jason Pan Adawai

Il y a 16 groupes ethniques officiellement reconnus à Taiwan qui totalisent une population de 559 426 personnes (déc. 2017), et représentent 2,37% de la population nationale (23 571 227 habitants en déc. 2017). Cependant, ce chiffre exclut les dix peuples autochtones [dits] Pingpu (« des basses terres »), dont la population s'élève à environ 400 000 personnes, et auxquels on refuse une reconnaissance officielle.

Les peuples autochtones de Taiwan font face à l'érosion de leurs cultures et de leurs langues sous la pression assimilatrice de la société globale et à cause de la politique d'usage du mandarin imposée par l'État. Un ministère du gouvernement central, nommé Conseil des peuples autochtones (CPA) et établi en 1996, œuvre à protéger les droits et le bien-être des peuples autochtones. La législation nationale en la matière est basée sur la Loi fondamentale des peuples autochtones (2005), la Loi sur l'éducation en faveur des peuples autochtones (2004), la Loi sur l'identification autochtone (2001) et la Réglementation pour la reconnaissance des peuples autochtones (2002). La Constitution en vigueur à Taiwan garantit une représentation politique aux autochtones ; actuellement huit législateurs autochtones siègent au parlement, sur 113 sièges au total (soit 7 pour cent). La représentation des autochtones est également assurée au niveau des gouvernements locaux, dans les six villes principales et au sein de nombreux conseils de comtés.

Les autochtones gèrent et exploitent la Télévision autochtone de Taiwan (TV AT) ainsi qu'un certain nombre de stations de radio, dépendant du réseau national des media publics.

N'étant pas membre de l'Organisation des Nations Unies, Taiwan n'a pu ratifier la Convention 169 de l'OIT et n'a pu voter la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.



## **Une loi pour la promotion des langues autochtones**

Parmi les moments forts de la législation en faveur des droits des peuples autochtones au cours de l'année 2017 figure, en mai, l'adoption par le parlement (Yuan législatif) de la « Loi pour le développement des langues autochtones ».

Cette loi attribue un statut officiel aux langues autochtones. Elle promeut aussi l'enseignement et l'expression orale des langues maternelles dans les districts autochtones et dans les territoires comprenant plus de 1500 habitants autochtones. Elle leur garantit une libre utilisation de la langue maternelle au cours des actions en justice et lors des procédures judiciaires, ainsi que le droit de recevoir les documents judiciaires et les notifications administratives dans leur propre langue, tout en exigeant du système judiciaire dans les districts autochtones qu'il engage des interprètes.<sup>1</sup>

## **Exploitation minière en terre Truku**

Le Parlement de Taiwan a abordé la question de l'impact de l'industrie extractive en envisageant un amendement à la Loi sur les exploitations minières. Il s'agit d'un amendement, tel que proposé par les parlementaires du parti au pouvoir, qui imposerait une évaluation d'impact environnemental plus rigoureuse, une surveillance plus stricte et une suspension de la licence d'exploitation dans le cas où de sérieuses violations seraient relevées (aucune règle suspensive n'est encore définie en la matière). Par ailleurs, il serait nécessaire pour toute nouvelle exploitation minière de solliciter le Consentement préalable, libre et informé (CPLI) de la communauté autochtone qui en serait affectée et dont le territoire traditionnel se trouverait sur le lieu visé. Le processus d'amendement a traîné jusqu'à la fin de l'année sans résolution, en raison des désaccords entre les législateurs de différents partis, les intérêts des entreprises, et les objections de groupes autochtones et de défense de l'environnement.<sup>2</sup>

Ce combat est devenu le point de ralliement de la communauté autochtone Truku du comté de Hualien qui se bat depuis de longues années contre l'extraction de la chaux et la production de ciment par l'Asia Cement Corporation de Taiwan. Extraction et production sont situées sur un site de 25 hectares établi sur les pentes montagneuses qui surplombent la communauté Truku et que les activistes rattachent au territoire traditionnel Truku, en affirmant que la firme l'a obtenu en falsifiant des documents et par d'autres moyens illégaux.

La société cherche à prolonger son permis d'extraction pour vingt autres années si bien que, pour protester, les Truku et des groupes de défense de l'environnement ont organisé un grand rassemblement dans la capitale, Taipei, en juin et ont érigé un barrage routier en novembre, en réclamant l'inscription dans la Loi d'exploitation minière d'une clause de « consentement préalable, libre et éclairé » ainsi que l'arrêt du permis d'extraction en question.<sup>3</sup>

Les Truku soulignent que, d'un côté, l'exploitation minière de ces vingt dernières années a dégagé pour la compagnie un profit dépassant cinquante milliards de dollars taiwanais (soit environ 1,400 milliard d'Euros), mais que, d'un autre côté, elle a provoqué une pollution de l'environnement et de l'eau ainsi que la destruction du paysage appartenant aux villages autochtones et au Parc national Taroko. La contestation au sujet de ces terres est toujours en cours.

## Évaluation des droits humains

Plusieurs experts internationaux des droits humains ont été invités par le gouvernement taiwanais pour une série de consultations, qui se sont tenues à Taipei du 16 au 20 janvier, concernant le « Deuxième rapport d'analyse national » au sujet de deux pactes : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

Parmi les experts se trouvaient Jannie Lasimbang, venue de Malaisie, ancienne experte indépendante au sein du Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et ancienne secrétaire générale de l'Asia Indigenous Peoples' Pact (AIPP) (Pacte des peuples autochtones d'Asie), ainsi que Manfred Nowak, venu d'Autriche, ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture, et Eibe Riedel venu d'Allemagne, quant à lui ancien vice-président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies.<sup>4</sup>

Des associations non gouvernementales autochtones et des groupes de la société civile ont participé à cette consultation (en bénéficiant d'un service d'interprétation) et ont pu faire des recommandations pour que de nouvelles politiques et mesures publiques soient mises en place, en attirant particulièrement l'attention sur le refus d'accorder le statut d'autochtones aux groupes ethniques [dits] Pingpu (peuples autochtones des basses terres), ainsi que sur les violations du droit à la terre et aux ressources naturelles engendrées par des opérations de développement commercial, minier et touristique.

Dans la partie du rapport portant sur le PIDESC, les experts ont recommandé au gouvernement de Taiwan de « *respecter la classification des peuples autochtones tels qu'identifiés par eux-mêmes, et de leur garantir une participation et une représentation pleine et entière, basée sur un principe d'égalité* ».

J. Lasimbang a écrit : « *Les recommandations du Comité d'expertise veillent à s'assurer que les peuples autochtones, et particulièrement les peuples Pingpu, soient impliqués dans cette identification et que leurs participation et représentation entières et égales soient garanties* ».

Ils ont recommandé que le gouvernement « développe des mécanismes efficaces pour s'enquérir du Consentement préalable, libre et informé des peuples autochtones au sujet de projets et programmes de développement qui les affecteraient, et pour s'assurer que l'on n'empiète pas sur leurs droits de peuples autochtones, et aussi que de tels mécanismes s'alignent sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) et d'autres normes internationales ».

Les experts ont loué les efforts que le gouvernement a faits l'année dernière : « *(Nous) saluons les excuses historiques aux peuples autochtones prononcées par la Présidente Tsai Ing-wen en août 2016. Le comité approuve le processus en cours d'identification et de reconnaissance des terres et territoires traditionnels conduit par les organismes publics ; celui-ci doit être mené en concertation et avec la participation directe des peuples autochtones.* »<sup>5</sup> L'identification et la reconnaissance mentionnées par le comité se réfèrent aux efforts actuels du gouvernement central d'apporter son soutien au Conseil des peuples autochtones, ainsi qu'aux groupes et activistes autochtones, pour identifier les différents domaines ancestraux des peuples autochtones et leurs territoires traditionnels (ceux des groupes [dits] Pingpu compris).

## **Projet de musée national des peuples autochtones**

Le ministre du Conseil des peuples autochtones, Icyang Parod (du groupe ethnique Amis), a annoncé en septembre la création d'un Musée national des peuples autochtones, avec un budget prévu de 2,68 milliards de dollars taiwanais (environ 74,622 millions d'Euros), qui sera situé dans la municipalité méridionale de Kaohsiung, dans la zone du Parc du Lac Cheng Ching.<sup>6</sup>

Il avait été initialement prévu qu'il soit localisé dans la région du Grand Taipei mais, après examen, c'est ce nouvel emplacement qui a été choisi par un comité d'évaluation composé de leaders autochtones et d'universitaires pour une construction qui débutera en 2018. L'un des membres du comité, le Professeur Pasuya Poicuno (du groupe ethnique Tsou), a précisé que « *le site de Kaohsiung couvre une surface plus grande ; il offre aussi des avantages en termes de transports publics, d'accès par autoroute et d'attributs paysagers naturels.* »

I. Parod a indiqué que le musée servira à tous les peuples autochtones du sud de Taiwan, incluant les communautés Bunun, Rukai, Paiwan, Tsou, Puyuma, et les groupes [dits] Pingpu : Siraya, Makatao, et Tavorlong.

Le projet incite le musée à devenir un centre touristique et de recherche sur les cultures austronésiennes, et à encourager les liens entre celles de Taiwan et celles d'Asie du Sud-est.

## **Consultation sur la justice transitionnelle pour les autochtones**

A la suite des excuses officielles à l'égard des peuples autochtones prononcées par la présidente Tsai Ing-wen, un Comité de justice historique et de justice transitionnelle pour les autochtones a été mis sur pied dans un but consultatif et pour qu'il formule des recommandations au gouvernement.<sup>7</sup>

Les leaders et activistes autochtones ont soutenu ce comité de haut-niveau placé sous l'égide du Bureau présidentiel, en disant que Taiwan avait fait de nets progrès en matière de protection des droits des autochtones et de réparation des injustices passées, et qu'il représentait un bon modèle de pratique gouvernementale en matière de Consentement préalable, libre et informé.

Le comité se compose de représentants des 16 groupes ethniques reconnus officiellement et de trois représentants des groupes [dits] Pingpu, ainsi que d'experts et de membres d'organismes gouvernementaux, comme Icyang Parod, ministre du Conseil des peuples autochtones. Leur travail coordonné se déroule à l'intérieur de cinq sous-comités, axés sur « les réclamations territoriales », « la culture », « les langues », « l'histoire » et « la réconciliation ».

Parmi les tâches du comité figurent l'examen des manquements à l'encontre des peuples autochtones au cours de l'histoire, la formulation de mesures compensatoires pour la dépossession de droits autochtones, la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et des conventions internationales ayant le même objet, la collecte et la critique des informations concernant la justice historique et la justice transitionnelle pour les autochtones.

Les deux problèmes les plus pressants rencontrés par le comité sont :

1. la reconnaissance officielle des groupes ethniques [dits] Pingpu et la prise en compte de la protection de leurs droits autochtones et
2. les droits fonciers et les réclamations portant sur les territoires du domaine ancestral.

## Revendications des peuples [dits] Pingpu

Comme on leur refuse toujours une reconnaissance officielle, qu'on les exclut de la protection des droits autochtones et qu'ils ne sont toujours pas pris en charge par la mission du Conseil des peuples autochtones, les anciens et les activistes des groupes [dits] Pingpu ont continué à exprimer leurs revendications et à manifester.

Malgré la promesse d'une reconnaissance officielle de la part de la Présidente Tsai (voir *Le monde autochtone 2016*) et l'approbation du Yuan exécutif, le parlement n'a pas encore légalisé celle-ci en votant l'amendement nécessaire qui ajouterait « peuple autochtone Pingpu » dans la Loi sur l'identification autochtone. Cette situation est due au barrage qu'exercent des législateurs opposés à l'attribution du statut d'autochtones aux dix groupes [dits] Pingpu et à la protection de leurs droits spécifiques.<sup>8</sup>

De ce fait, le projet d'amendement est bloqué et attend son adoption en 2018, alors que les législateurs prévoient cinq consultations publiques pour solliciter d'autres opinions et que les négociations entre les différents partis politiques devront se poursuivre. Les groupes [dits] Pingpu sont ainsi toujours exclus et non reconnus en tant que peuple autochtone de Taiwan.<sup>9</sup>

Au cours de ce processus, le gouvernement du Parti pour la démocratie et le progrès (PDP) actuellement au pouvoir a appuyé le « rétablissement de l'identité autochtone des groupes [dits] Pingpu », et la présidente Tsai a déclaré : « *l'amendement donnera aux groupes ethniques Pingpu un statut légal formel de peuples autochtones... Nous savons tous que les groupes ethniques Pingpu ne constituent pas un seul groupe. Ils relèvent de plusieurs groupes séparés, possédant une riche culture et leurs propres histoires complexes. Si nous devons considérer la question de la justice historique pour les peuples autochtones, nous ne pouvons ignorer la question des Pingpu.* »<sup>10</sup>

## Manifestations pour les droits sur les terres

Certains activistes autochtones ont organisé une contestation prolongée concernant les droits sur les terres et la restitution des territoires traditionnels. Cela a commencé quand la Commission des peuples autochtones a révélé en février les lignes directrices du tracé des territoires traditionnels autochtones, pour la plupart devenus propriétés de l'État, et quand des personnes d'une communauté autochtone locale ont demandé à être rétablis dans leurs droits vis-à-vis de leur territoire traditionnel, et à avoir le droit d'usage de la forêt et des ressources naturelles.<sup>11</sup>

Ces consignes sont l'aboutissement de 12 réunions de consultation à travers le pays, auxquelles ont participé plus de 800 autochtones, des responsables publics et des experts. Le ministre du Conseil des peuples autochtones I. Parod a déclaré : « *ceci représente un tournant pour aboutir à une équité concernant les terres des peuples autochtones... Le CPA s'emploiera dans les années futures à restituer aux communautés autochtones plus de 800 000 hectares de terres relevant du territoire traditionnel.* »<sup>12</sup>

Cependant, les protestataires se sont opposés à la décision du CPA de laisser de côté le cas des terres privées, en disant que certains territoires traditionnels autochtones avaient été privatisés dans le passé, comme ceux saisis et privatisés par l'administration coloniale japonaise puis, après la deuxième guerre mondiale, par le gouvernement du Kuomintang, parti nationaliste chinois.<sup>13</sup>

Ils signalèrent que les lignes directrices excluaient de fait les terres considérées comme « privées », celles préalablement détenues par des citoyens privés, des entreprises et des propriétaires terriens, les ayant ensuite vendues à des exploitants agricoles ou des

commerçants, pour des projets de développement touristique, agricole, immobilier et d'autres activités économiques.

La manifestation pour les "droits sur les terres" commença par camper devant le Palais présidentiel mais la police municipale de Taipei, au nom d'une « violation des règles de la circulation posant un danger aux conducteurs et aux piétons », démantela le campement le 3 juin. Les manifestants se sont alors regroupés pour continuer leur campagne à l'entrée d'une station de métro proche.<sup>14</sup>

## Ancien commerce du jade

Un éminent archéologue de l'Academia Sinica, le Professeur Liu Yi-chang, a déclaré en juillet que les recherches sur le commerce ancien du jade montraient que Taiwan avait été la terre ancestrale des Austronésiens aux temps préhistoriques. Sa recherche a dévoilé que les tribus autochtones de Taiwan avaient développé il y a environ 4000 ans un réseau commercial maritime dont le centre était Taitung, sur la côte sud-est de Taiwan.<sup>15</sup>

Il indique que les navigateurs autochtones transportaient des ornements de jade, des poteries et des outils sur des radeaux faits de bambous et de bois et que leur commerce atteignait Luzon, l'île de Hainan, le Vietnam, Bornéo et l'Indochine.

La datation au carbone 14 indique que Taiwan détient les plus anciens de ces objets, et que les sites découverts dans d'autres régions d'Asie du Sud-est sont postérieurs. Liu Y-C a indiqué que ces ornements de jade, renfermant une signature chimique unique qui les rattache aux montagnes de la côte est de Taiwan, étaient alors hautement valorisés et amplement commercialisés à travers un ancien réseau commercial austronésien.

« *Les jades taiwanais étaient extraits dans les montagnes, puis façonnés en ornements à Taitung, et ensuite transportés outre-mer à travers un réseau commercial maritime* », a précisé Liu Y-C. Comme le suggère le chercheur à travers son modèle de terre d'origine des Austronésiens, Taitung était une cité prépondérante avec une population nombreuse, érigée en plaque tournante commerciale et culturelle par la population austronésienne de la région Asie Pacifique.<sup>16</sup>

## Notes and références

1. News in Mata Taiwan, "Indigenous language law passes through Legislature", 26 May, <https://www.matataiwan.com/2017/05/11/indigenous-language-development/>
2. News in Taiwan People News, "Can amending the Mining Act solve the controversy over Asia Cement Co?", 26 Dec, <http://www.peoplenews.tw>
3. News in Liberty Times, "Environmental groups and local community associations in road-block protest against Asia Cement Co", 23 Nov, <http://news.ltn.com.tw>
4. Pour le deuxième rapport national de Taiwan sur les deux pactes (PIDCP et PIDESC), le gouvernement avait invité: Mme Jannie Lasimbang de Malaisie, ancienne experte indépendante du Mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et ancienne secrétaire générale pour l'Asie Pacte des peuples (AIPP); Virginia Bonoan Dandan des Philippines, actuellement experte indépendante des droits de l'homme et de la solidarité internationale auprès des Nations Unies; Shin Heisoo de Corée du Sud, membre actuel du Comité des droits économiques, sociaux et culturels des Nations Unies; Shanthi Dairiam (Malaisie), ancien membre du comité CEDAW et rapporteur; Sima Samar d'Afghanistan, ancienne rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme au Soudan; Manfred Nowak d'Autriche, ancien rapporteur spécial des Nations unies sur la torture; Eibe Riedel d'Allemagne, ancien vice-président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU; et Peer Lorenzen du Danemark, ancien membre de la Commission européenne des droits de l'homme, parmi les experts en droits de l'homme.
5. Report, "Concluding Observations and Recommendations adopted by the International Review Committee", 20 Jan, Ministry of Justice, <http://www.humanrights.moj.gov.tw/lp.asp?ctNode=45412&CtUnit=18365&BaseDSD=7&mp=205>
6. News, "CIP announce National Indigenous Museum project for Kaohsiung site", 21 Sept, Taiwan Central News Agency, <http://www.cna.com.tw/news/firstnews/201709210197-1.aspx>
7. Office of the President website information, on Presidential Office Indigenous Historical Justice and Transitional Justice Committee, <https://indigenous-justice.president.gov.tw/Page/39>
8. Article in the News Lens, "To obtain indigenous status is the start of a new campaign for Pingpu revitalization efforts", 14 Aug, <https://www.thenewslens.com/article/76136>
9. News, "Legislators urge recognition of Siraya", 24 Nov, Taipei Times, <http://www.taipetimes.com/News/taiwan/archives/2017/11/24/2003682833>
10. Office of the President Press Release, "President Tsai presides over third meeting of Presidential Office Indigenous Historical Justice and Transitional Justice Committee", 29 Sept, <http://english.president.gov.tw/NEWS/5222>
11. Press release by Council of Indigenous Peoples on issues of traditional land and indigenous transitional justice, 23 Feb, <https://www.apc.gov.tw/portal/doc-Detail.html?CID=35AE118732EB6BAF&DID=0C3331F0EBD318C2DA70DE-DAE862AFE4>

12. News in Radio Taiwan International, "New guideline on indigenous traditional territory, realization of indigenous land justice", 14 Feb, <https://news.rti.org.tw/news/view/id/326074>
13. News in TITV, "Indigenous protest on traditional land guideline", 10 March, <http://titv.ipcf.org.tw/news-28156>
14. News in Mata Taiwan, "Police remove indigenous protesters' camp on Ketagalan Boulevard", <https://www.matataiwan.com/2017/05/08/protest-on-ketagalan/>
15. News in Radio Taiwan International, "Archaeologist finds Austronesian Jade Trade Route", 25 July, <https://news.rti.org.tw/news/view/id/358883>
16. News in Taiwan News, "Birthplace of Austronesians is Taiwan, capital was Taitung: Scholar", 6 Sept, <https://www.taiwannews.com.tw/en/news/3247203>

**Jason Pan Adawai** est directeur de l'organisation activiste pour les droits des autochtones, TARA-Ping Pu, et ex-membre du conseil exécutif de l'*Asia Indigenous Peoples' Pact* (AIPP). Jason est un autochtone Pazeh (un des groupes des plaines [dits] Pingpu), du village Liyutan, dans le comté de Miaoli.

Source: IWGIA Indigenous World 2018  
Traduction de l'anglais par **Fiorella Allio**,  
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie